

[Text]

Certainly within the existing plan there are industries that could go well below or would have methods of going below their present requirements, and those extra emissions could be used in an emissions trading mechanism. For example, any new company coming on line would have to meet new source performance standards and new technology. Nobody will be allowed to build a plant of any kind that functions as a full-blown emitter.

But even if you have a 90% or 95% emissions reduction, you still require some amount of emissions. In order to maintain the total cap you would have to buy those emissions from somebody else who can go below their requirement, and mechanisms for doing that are being looked into right now. I do not think we have anything in place, but we are looking into how that will be implemented post-1994 and post-2000.

M. Côté: Est-ce que ce droit d'émission va être imparti par province? J'imagine que oui, à cause de certaines incidences administratives au plan politique. Si ces droits d'émission sont partagés également, dois-je comprendre qu'à l'Ouest, on pourrait implanter des usines et qu'à cause de la température et des vents, l'impact de ces usines pourrait être plus négatifs pour les provinces de l'Est à mesure que les vents pousseraient ces émanations? Est-ce que ma question est logique?

On reproche actuellement à l'Ouest américain d'avoir produit des émissions massives qui ont un impact dans le centre du Canada, en particulier dans l'Est. Est-ce que ce constat ne s'appliquerait pas, dans la même mesure, à l'occasion de cette répartition de quotas, si je peux m'exprimer ainsi?

Dr. Brydges: First of all, I know it has not yet been determined in the long term whether the caps will be agreed to at the provincial level. That was done in the original plan. It is important to remember that the original plan was to cut emissions in eastern Canada by 50%, but then a long process was carried out where we used the 20-kilogram, we used models to find out how you can get the least-cost reductions to reach the 20 kilograms, and after negotiations each province eventually agreed to take a certain amount of those emissions reductions. Each province in turn had to deal with its own emissions sources.

• 1610

It turned out that each of the seven eastern Canadian provinces had different absolute and percentage reduction requirements, and within the provinces each individual industry had different absolute and percentage reductions. This non-uniform aspect is the part that the Europeans are trying to use. They find it very intriguing as to how we got seven provinces to agree to different regulations.

[Translation]

En vertu du programme actuel, certaines industries ont sans doute les moyens de réduire leurs émissions, et ces émissions supplémentaires pourraient faire partie d'un mécanisme d'échange. Par exemple, toute nouvelle entreprise devra respecter les nouvelles normes de performance et utiliser la nouvelle technologie. Personne ne pourra construire une usine qui fonctionne comme un émetteur à grande capacité.

Même si on réduit nos émissions de 90 ou 95 p. 100, il en restera quand même une petite quantité. Afin de ne pas excéder le plafonnement total, il faudrait acheter les émissions d'une entreprise qui n'atteint pas sa limite. Nous sommes en train d'étudier ce genre de mécanisme. Je ne crois pas qu'il existe encore quoi que ce soit de ce genre, mais nous étudions des moyens de mettre en oeuvre un mécanisme de ce type après 1994 et après l'an 2000.

Mr. Côté: Will the emission right be granted by province? I imagine so, because of some political administrative factors. If the emission rights are shared equally, does that mean that in the West, factories can be started up and because of the temperature and the wind, the impact of those factories would be less than in the Eastern provinces because of the way the winds would blow the emissions? Does my question make sense?

The Western United States is currently being criticized for producing massive amount of emissions that have an impact on Central Canada, and particularly in the East. Would that not also happen if there is what I would call quota allotment?

M. Brydges: Tout d'abord, je sais qu'il n'est pas encore clair à long terme si les plafonnements seront acceptés au niveau provincial. C'est ce que l'on a fait pour le premier programme. Il est important de rappeler que le premier programme prévoyait de réduire de moitié les émissions dans l'est du Canada. Mais ensuite une longue étude a été réalisée pour trouver la façon la plus rentable de réduire les émissions à 20 kilogrammes, et après les négociations, chaque province a enfin accepté certaines réductions de ses émissions. Chaque province a dû régler le problème de ses propres sources d'émissions.

Il s'est avéré que chacune des sept provinces de l'est du Canada avait des exigences de réduction absolues et du pourcentage différentes et que les divers secteurs d'une même province avaient également leurs propres mesures absolues et en pourcentage de réduction. C'est cet aspect de non-uniformité que les Européens essaient d'utiliser. Ils se demandent comment nous avons réussi à convaincre sept provinces d'accepter des règlements différents.